

Le budget—M. Valcourt

ressources nécessaires pour fonctionner vraiment comme une société ferroviaire moderne et non comme un musée.

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

M. le vice-président: Les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

M. le vice-président: Les motions sont-elles toutes reportées?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LE BUDGET**L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES**

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 9 mai 1989, de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Consommateurs et des Sociétés): Monsieur le Président, je suis heureux aujourd'hui de participer au débat sur le Budget, parce que c'est un débat sur l'avenir, c'est un débat, je crois, sur la responsabilité, et c'est également un débat sur le type de Canada que nous souhaitons pour les Canadiens et Canadiennes d'aujourd'hui et, bien sûr, sur le type de Canada que nous voulons laisser à nos enfants.

Je ne vous cacherai pas, monsieur le Président, qu'il me fait aussi plaisir que les Canadiens aient la chance d'assister au spectacle d'irresponsabilité qui leur a été offert durant les deux dernières semaines par les partis d'opposition, en relation avec ce Budget.

Le mois dernier, le gouvernement faisait connaître, dans le discours du Trône, son programme pour les prochaines années, un programme qui faisait valoir un certain nombre d'engagements du gouvernement, savoir, maintenir la croissance économique partout au pays, continuer de fournir aux Canadiens un vaste éventail de programmes sociaux, protéger l'environnement et affirmer de manière concrète et profonde les valeurs qui nous définissent comme Canadiens.

A ce moment-là, les députés se le rappelleront, les députés de ce côté-ci de la Chambre avaient insisté sur le fait que ces engagements qui figuraient au discours du Trône ne seraient réalisables que dans la mesure où le Canada pourrait se libérer du fardeau intolérable qu'est devenue la dette publique.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit, monsieur le Président, je crois qu'il y a lieu de se livrer à un bref historique budgétaire des 15 ou 20 dernières années.

Jusqu'au début des années 1970, les ministres des Finances de l'époque avaient équilibré, tant bien que mal, leurs budgets. C'était relativement facile de le faire, parce que l'économie roulait à plein régime, l'argent rentrait dans les coffres de l'État. Nous vivions une période de grande abondance qui a permis au gouvernement de développer à l'époque de nombreux programmes sociaux, d'aider ceux et celles qui étaient dans le besoin, et de lutter contre les disparités régionales. C'était facile, monsieur le Président, d'être politicien dans ce temps-là. On pouvait se permettre d'être généreux et de faire plaisir à peu près à tout le monde. C'étaient les belles années. Puis vers 1973-1974, cependant, l'économie s'est mise à rouler plus lentement. Il y a eu la crise du pétrole qui marque la fin de la récréation, et cela a eu un effet considérable sur les finances, mais nos amis d'en face, qui formaient le gouvernement à l'époque, ont continué d'administrer les affaires de l'État comme si rien n'avait changé, comme si rien ne s'était passé, comme si l'économie canadienne continuait à rouler à pleine vapeur. Et c'est là que l'on assiste pour la première fois à des déficits qui commencent à s'accumuler. Le chef de l'opposition libérale revendique la paternité des déficits annuels au pays. C'est son héritage qu'il aura laissé aux Canadiens et aux Canadiennes.

• (1510)

Au début, les déficits ne sont pas trop gros. On pense que c'est temporaire, mais l'on s'aperçoit vite au fil des années que ces petits déficits du début deviennent très gros, au point qu'en 1984, et cela personne ne peut le nier, lorsque nous sommes arrivés au gouvernement, le déficit annuel atteignait pas loin de 40 milliards de dollars. Et durant le dernier mandat du gouvernement libéral, de 1980 à 1984, la confiance dans l'économie cana-